Fin du séjour :
Ordres de quitter le territoire
et interdictions d'entrée

ADDE, 28 octobre 2021

Julien Hardy, avocat

Plan

- ① Législation
- ② Fin de séjour
- ③ Ordres de quitter le territoire
- ④ Interdictions d'entrée
- ⑤ Droit d'être entendu
- ⑥ Art 62 : droit d'être entendu, motivation, notification
- ⑦ Questions particulières

1. Législation

- ◉ **Loi du 15.12.1980** sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

- ◉ **Droit EU**

« **Directive retour** » : Directive 2008/115/CE : RPT

Garanties complémentaires

- ◉ « **Directive libre circulation** » : Directive 2004/38 ;
_« **Directive regroupement familial RPT** » : 2003/86 ;
- ◉ « **Directive résidentes de longue durée** » : 2003/109 ;
- ◉ ...

2. Fin de séjour

- **Conditions mises au séjour plus réunies**
- **Fin de séjour pour ordre public**

3. Ordres de quitter le territoire

Définition

« Un ordre de quitter le territoire est une « décision d'éloignement », comportant au moins un constat de séjour illégal et une obligation de quitter le territoire dans un délai déterminé »

3. OQT (suite)

Deux types d'OQT

1. Séjour illégal lors appréhension

Ex: art. 7 al.1, 1° - et question de la « compétence liée »

2. Met fin à un droit de séjour + constate illégalité

Fin au court séjour : ex: art. 7 al. 1, 3° (op)

Fin au long séjour : ex : art. 13 §3 et §4 (cdt) ; art. 61 (ét.)

3. OQT (suite)

- ◉ Délai d'exécution volontaire
 - ◉ Ressortissants de pays tiers : Art. 74/14 : 30; 7-30; 0
 - ◉ Européens : Art. 44ter : un mois « sauf exception »
- ◉ Exc. principales : le « risque de fuite » (art. 1^{er} LÉ) et le risque pour l'ordre public
- ◉ Demandes de prolongation du délai
- ◉ Nature de la « composante délai » (CCE n°187 290 du 22.05.2017)

3. OQT (suite)

◉ Article 74/13 RPT

« Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné. »

Art. 44ter cit EU et famille

« Lorsque le ministre ou son délégué envisage de prendre un ordre de quitter le territoire, il tient compte de la durée du séjour du citoyen de l'Union ou du membre de sa famille sur le territoire du Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle dans le Royaume et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine. »

4. Interdictions d'entrée

◉ Définition (art. 1, 8°)

- « décision qui peut accompagner une décision d'éloignement et qui interdit, pendant une durée déterminée, l'entrée et le séjour, soit sur le territoire du Royaume, soit sur le territoire de tous les Etats membres, en ce compris celui du Royaume »

◉ Distinction : RPT et EU

4. IE (suite)

- Ressortissants de pays tiers
 - Interdiction territoire Schengen
 - Art. 74/11
 - Obligatoire ou facultative
 - Délai : prise en compte de « toutes les circonstances »

4. IE (suite)

○ (IE - RPT – suite)

- Délai : motivation
 - CCE n° 106.581 du 10 juillet 2013; CCE n°105 587 du 21 juin 2013
- Délai : prise de cours ?
 - loi vs droit EU
CJUE 26.07.2017, C-225/16 ;
 - Entrée en vigueur de l'IE vs entrée en vigueur du délai ?

4. IE (suite)

- ◉ (IE – RPT – Suite)
- ◉ Levée – suspension : art. 74/12
 - Motifs
 - « humanitaire » : pas de délai d'attente
 - Pro ou étude : après 2/3
 - Respect éloignement : pas de délai d'attente
 - Procédure :
 - Introduction : consulat/ambassade
 - Traitement : 4m max; refus implicite
 - Efficacité ?

4. IE (suite)

◉ Européens

- Interdiction du territoire belge
- Art. 44nonies
- Que pour des motifs « d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique »
- « La durée de l'interdiction d'entrée ne peut pas dépasser cinq ans sauf si le citoyen de l'Union ou le membre de sa famille constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale. »

4. IE (suite)

◉ Levée/suspension

- Art. 44decies
- Procédure :
 - Ministre ou délégué : courrier recom ?
- Traitement - et absence de réponse
- Motifs de suspension/levée : obligation ?
 - « changement matériel des circonstances qui avaient justifié la décision »

5. Droit d'être entendu

○ Définition

- Le droit d'être entendu est le droit, pour l'administré, d'être mis en mesure de faire valoir ses arguments de manière utile et effective à l'égard de la décision que l'administration se propose de prendre à son encontre et qui affecterait défavorablement ses intérêts.

○ Sources : droit EU et droit belge

5. Droit d'être entendu (suite)

- Evolutions jurisprudentielles –

CJUE, M. G., N. R. c. Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie, 10 septembre 2013, C-383/13 ;

CJUE, Sophie Mukarubega contre Préfet de police, Préfet de la SeineSaint-Denis, 5 novembre 2014, c-166/13 ;

CJUE, Boudjlida, 11 décembre 2014, c-249/13 ;

CE : C.E. n°230257 du 19.02.2015 et C.E. n°230293 du 24 février 2015

5. Droit d'être entendu (suite)

- Contenu – garanties matérielles – analyse au cas par cas
 - Invitation expresse
 - C.E. n°230257 du 19.02.2015 ; CE n°233.257 du 15.12.2015 ; CE n°233.512 du 19.01.2016 ; CCE n°141 336 du 19.03.2015 ; CCE n°146 513 du 27.05.2015 ; CCE n° 151.399, du 31.08.2015 ;
 - Invitation suffisamment explicite
 - CE 13.10.2004, n°135.969 ; CE 27.10.2005, n°150.866 ; CE 23.10.2007, n°176.049 ; CE 26.10.2009, n°197.310 ;

5. Droit d'être entendu (suite)

◉ Garanties (suite)

- Droit de prendre connaissance du dossier
 - CE 1.07.1992, n°39.951 ; CE 28.10.1994, n°50.005
- Délai suffisant
 - CE, 3.04.1992, n°39.156
- Assistance d'un avocat
 - CE, 28.03.2006, n°157.044 ; CE, 11.09.2007, n°174.371 ; CCE n°200.486 du 28.02.2018 ; CCE n°197.490 du 08.01.2018

5. Droit d'être entendu (suite)

- ◉ Droit d'être entendu vaut pour chaque décision (OQT et IE)
 - CE n° 233.257 du 15 décembre 2015

6. Art. 62 : information, motivation et notification

- ◉ Pour étrangers + 3 mois
- ◉ 1. Information
 - Dispense dans certains cas
- ◉ 2. Motivation
 - Exceptions
 - Droits de la défense
 - JP CEDH *Al-Nashif ; Z.Z. ; Al Chahal ; Gaspar*

6. Art. 62 : information, motivation et notification (suite)

○ 3. Notification

- « À personne »
- « Autrement » !!
 - 1° sous pli recommandé;
 - 2° par porteur contre accusé de réception;
 - 3° par télécopie si l'étranger a élu domicile chez son avocat;
 - 4° par tout autre mode admis par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres par lequel la date de la notification peut être constatée de manière certaine.

7. Questions particulières

- ◉ « L'effet protecteur » - art. 39/79 (et an. 35)

« Sous réserve du paragraphe 3 et sauf accord de l'intéressé, aucune mesure d'éloignement du territoire ne peut être exécutée de manière forcée à l'égard de l'étranger pendant le délai fixé pour l'introduction du recours introduit contre les décisions visées à l'alinéa 2 ni pendant l'examen de celui-ci, et de telles mesures ne peuvent être prises à l'égard de l'étranger en raison de faits qui ont donné lieu à la décision attaquée (...) »

- CE n°238.170 du 11 mai 2017

7. Questions particulières (suite)

- IE et demande de séjour subséquente
 - Introduction autorisée ?
 - Délivrance de documents (temporaires) de séjour et retrait (CE n°233255 du 15.12.2015) – mais Controverse suite à *CE* n°238.305 du 23 mai 2017 : évolutions à suivre
 - « Non prise en considération » = refus
 - CCE n°186987 du 27.04.2017; CCE n°152139 du 09.09.2015
 - Refus de prise en considération légal ?
 - Asile et 9ter
 - RF : voir CJUE K.A. et autres - C-82/16
 - Autres demandes ?

7. Questions particulières (suite)

- ◉ Eloignement pour motif d'ordre public
 - Lois 24.02.2017 et 15.03.2017
 - RPT :
 - Art. 20 à 24
 - Garanties actuelles et garanties « supprimées »
 - EUR :
 - Art. 44bis à 46bis
 - Gradations
 - Recours Cour const

MERCI